



Dans le cadre du préavis de grève pour le 30 novembre, une dizaine d'agents auvergnats se sont déclarés en grève. La section CGT auvergne a tenu deux assemblées générales :

Lundi 29 Novembre une quinzaine d'agents dont une dizaine de précaires CDA et CDD ont pu débattre de ce préavis sur leur lieu de travail. **Mardi 30 Novembre** une assemblée générale s'est tenue au centre archéologique de Clermont-Ferrand. Ces deux assemblées ont été l'occasion de réitérer les nombreuses critiques déjà formulées :

contre une précarisation des missions de service public,

contre les nombreux dysfonctionnement du Contrat d'Activité et ses conséquences graves pour les agents :

- **contrat non parvenu** au démarrage de l'activité voire à la fin de l'activité
- **allocation chômage intouchable** : Les jeunes précaires s'interrogent sur l'origine des difficultés qu'ils rencontrent dans le cadre de l'indemnisation chômage, notent la complexification des démarches administratives et deux d'entre eux rappellent qu'ils n'ont reçu **aucune indemnisation** depuis la fin de leur dernier CDA.
- **manque de souplesse et séparation des tâches** (vers une archéologie postée ?)
- **non reconnaissance de l'ancienneté** des agents faisant le yoyo dans l'échelle des qualifications et des rémunérations.
- Les agents sous contrat d'activité et contrat à durée déterminée s'interrogent également sur la pérennité de leur droits assedic lorsqu'après avoir accepté d'autres offres d'emploi ils sont dans l'obligation de refuser une prolongation de leur activité dans l'institut.

Pour ces raisons, les agents réunis en assemblée générale demandent **la suppression du CDA**, la suppression du cloisonnement des tâches, la **résorption de la précarité et le maintien des emplois**.

Plusieurs participants ont fait part de leur inquiétude quant au maintien d'un **niveau d'emploi compatible avec les missions de l'institut**. Dans le contexte destructeur de la **RGPP**, et de la **circulaire Fillon**, certains ont rappelé l'annonce par le directeur général de l'institut de la suppression de 90 emplois. L'inquiétante **crise financière** traversée par l'institut a été évoquée ainsi que les problèmes de la **Redevance d'Archéologie Préventive**, indispensable au financement des activités « non lucratives » de l'institut.

Malgré l'amélioration appréciée des infrastructures, les agents dénoncent la non reconnaissance de la **pénibilité du travail en archéologie** et rappellent la recrudescence des **maladies professionnelles en région Auvergne**.

Les agents auvergnats dénoncent la **réforme scélérate des retraites** : ils demandent une **revalorisation des salaires** tenant compte de la pénibilité du travail, de la qualification et le maintien de l'âge légal du départ à la **retraite à 60 ans à taux plein**.

Les agents auvergnats continueront de soutenir la lutte pour le **maintien du siège de l'Inrap à Paris**.